

UN VICHYSTE EN RÉSISTANCE, LE GÉNÉRAL DE LA LAURENCIE

Johanna Barasz

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « Vingtième Siècle. Revue d'histoire »

2007/2 n° 94 | pages 167 à 181

ISSN 0294-1759
ISBN 9782724630688

Un vichyste en Résistance, le général de La Laurencie

Johanna Barasz

Comment le général de La Laurencie a-t-il pu être à la fois un soutien loyal à Pétain et un homme engagé dans la Résistance ? Tel est l'axe central de la réflexion qui préside au portrait de « vichysto-résistant » croqué ici. Plus largement, cette étude de cas souligne la complexité de certains itinéraires dans les premières années du régime de Vichy. Pointant le défi lancé à la Résistance française par des hommes à la fois favorables à l'armistice et soucieux de résister, l'article redessine aussi, en creux, une histoire moins linéaire que toute une légende dorée ne l'a parfois laissé penser.

De la Délégation générale du gouvernement français dans les territoires occupés (DGTO) à l'internement au camp d'Évaux, le parcours du général de corps d'armée Benoît Fornel de La Laurencie mérite qu'on s'y arrête. Plus qu'un simple épiphénomène qui mettrait en scène un vichyste ambitieux doublé d'un général politicien dans les mains des Américains, il éclaire les incertitudes de la Résistance vis-à-vis de Vichy et les contours encore flous de son identité au tournant des années 1941-1942.

À plusieurs moments cruciaux de sa construction et de son unification, la Résistance a été confrontée à des hommes et des groupes, sans conteste résistants mais serviteurs loyaux du régime de Vichy, convaincus par les principes fondateurs de l'État français, et que l'on a pris l'habitude d'appeler, à la suite de Denis Peschanski et de Jean-Pierre Azéma, les « vichysto-résistants [1] ». Représentant du régime en zone occupée, fidèle soutien du maréchal Pétain et convaincu de sa destinée de chef de la Résistance, La Laurencie paraît relever de cette catégorie. Une catégorie dont la définition nécessite toutefois, pour être opératoire, d'être approfondie. Il ne s'agit pas de rendre compte, par cette expression, de l'ensemble des situations de contact entre Vichy et la Résistance, deux univers plus poreux qu'on ne l'imagine généralement [2]. On cherchera au contraire à repérer et isoler les spécificités de ces hommes qui furent authentiquement vichystes et authentiquement résistants, et à construire un idéal-type qui permette d'ordonner leurs caractéristiques essentielles.

Le terme même de vichysto-résistant repose sur un paradoxe. Le vichysme et la résistance sont à bien des égards des états *théoriquement* antinomiques dès lors qu'ils reposent sur des conceptions de la légitimité [3] et sur une hiérarchisation des valeurs et des motivations nettement incompatibles. Armistice, collaboration et exclusion, qui forment les soubassements du

(1) Jean-Pierre Azéma, « Les vichysto-résistants », communication au colloque « Guerre, collaboration, résistance : un demi-siècle d'historiographie française », Tel-Aviv, du 17 au 19 mai 2005 ; Jean-Pierre Azéma *et alii*, *Mission d'analyse historique sur le système de statistique français de 1940 à 1945*, Paris, Insee, 1998 ; Laurent Douzou et Denis Peschanski, « La résistance française face à l'hypothèque Vichy », *in* Denis Peschanski (dir.), *Vichy 1940-1944*, Milan, Fondazione Giangiacomo Feltrinelli, 1996, p. 3-42 ; Denis Peschanski, « Question d'un historien à une historienne », *Le Monde*, 18 septembre 1994 ; *id.*, « Les vichysto-résistants », communication au colloque « Pourquoi résister. Résister pourquoi faire », Caen, du 2 au 4 décembre 2004.

(2) Porosité largement mise à jour par l'historiographie de ces vingt dernières années. Voir notamment Jean-Marie Guillon, « La résistance, 50 ans et 50 000 titres après », *in* Jean-Marie Guillon et Pierre Laborie (dir.), *Mémoire et Histoire. La Résistance*, Toulouse, Privat, 1995, p. 28-43.

(3) Voir, à ce sujet, Denis Peschanski, « Legitimacy, Legitimation, Delegitimation : France in the Dark Years, a Textbook Case », *Contemporary European History*, 13 (4), 2004.

régime, sont les objets même du refus exprimé par la Résistance. Pourtant, la coexistence simultanée chez le même individu ou le même groupe de ces idées et représentations contradictoires est parfaitement envisageable. Pierre Laborie appelle « penser-double » ce phénomène qui permit un temps de « faire cohabiter, dans les mêmes têtes, deux façons de penser la France » [1]. On peut cependant considérer que, selon des facteurs et une chronologie qui varient en fonction des individus, et en particulier avec l'engagement de plus en plus marqué de Vichy dans la répression et dans la collaboration, ces contradictions finissent par induire chez les vichysto-résistants un phénomène que la psychologie sociale désigne sous le terme de « dissonance cognitive », celle-ci se définissant comme « un état de tension désagréable dû à la présence simultanée de deux cognitions (idées, opinions, comportements) psychologiquement inconsistantes [2] ». Pour échapper à cet état instable, les acteurs sont amenés à modifier l'une, l'autre ou les deux « cognitions » initiales – c'est-à-dire, pour le sujet qui nous intéresse, leurs représentations ou leurs comportements vis-à-vis de Vichy et de la Résistance. Il y a donc nécessairement, chez les vichysto-résistants, une transition, une mutation qui nous semblent devoir être mises au cœur même de leur définition. Ce postulat conduit à envisager que les itinéraires des vichysto-résistants constituent des « métamorphoses [3] » dans lesquelles on retrouve une origine, une filiation et en même temps une transformation profonde des principes et des valeurs originels.

On définira donc les vichysto-résistants comme des résistants actifs dont l'expérience vichyste – celle de soutiens effectifs de l'État français, approuvant, au-delà de la personne du maréchal Pétain, le régime, son idéologie et les politiques mises en œuvre – marque, d'un point de vue idéologique, organisationnel, stratégique ou relationnel, leur identité résistante. Reste à confronter cet idéal-type à la réalité : retracer l'itinéraire du général de La Laurencie peut contribuer, d'une part, à clarifier le contenu empirique de cette définition et, d'autre part, à mettre en lumière le défi posé par les vichysto-résistants à l'ensemble de la Résistance.

Rejeté par les siens

Le général de La Laurencie est un des rares chefs militaires à se distinguer pendant les combats de 1940 [4]. À la tête du 3e corps d'armée, il participe notamment aux opérations d'évacuation de Dunkerque, pour lesquelles il est fait chevalier de l'ordre de l'Empire britannique, puis il retourne immédiatement en France pour prendre le commandement de ses troupes. Il se bat sur la Dordogne lorsque l'armistice est signé. En août 1940, il est nommé délégué général du gouvernement français dans les territoires occupés, en remplacement de Léon Noël, qui déplaît aux autorités d'occupation [5].

La Laurencie est un vichyste. Sa foi absolue dans le chef de l'État ne résume pas, loin de là, son engagement dans le régime. De l'armistice, péché originel de Vichy pour les gaullistes, La Laurencie écrit, après même sa rupture avec le gouvernement : « Il faut le regarder comme un fait : toute discussion sur les conditions dans lesquelles il a été signé [est] stérile [6]. » Le Général

(1) Pierre Laborie, « 1940-1944 : les Français du penser-double », *Les Français des années troubles*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001, p. 25-38.

(2) Leon Festinger, *A Theory of Cognitive Dissonance*, Evanston, Row Peterson, 1957.

(3) Le terme et la méthode sont empruntés à Philippe Burrin, *La Dérive fasciste : Doriot, Déat, Bergery 1933-1945*, Paris, Seuil, « L'Univers historique », 1986.

(4) Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre : de l'appel du 18 Juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 348.

(5) Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français, ou l'envers de la collaboration*, Paris, Fayard, 2001, p. 172.

(6) National Archives and Records Administration (NARA), RG 226, E16, rapport #18926, *General de La Laurencie and the Anti-Collaborationist Movement in France*, s. d. [fin 1941].

ne paraît pas partager la germanophobie répandue dans son milieu : il s'est rendu à Berlin en 1934 pour un concours hippique et a reçu des militaires allemands à l'école de cavalerie de Saumur [1]. Il aurait également assisté à des réunions privées du comité France-Allemagne [2]. Interlocuteur de Vichy auprès des Allemands en zone occupée, il est surtout, à sa modeste mesure, un des rouages de la collaboration pendant quelques mois. La Laurencie est d'ailleurs, dans un premier temps, mieux accepté que son prédécesseur par l'occupant [3]. Il avoue à un diplomate allemand, en décembre 1940, « être partisan depuis longtemps de la politique de collaboration [4] ». Plus encore, confie-t-il : « Dans l'affreux gouffre où nous sommes tombés, une lueur d'espoir m'était restée. La victoire allemande allait libérer notre malheureux pays de la clique franc-maçonne [5]. »

Le délégué de Vichy s'offusque qu'on puisse le suspecter d'être « anglophile, attentiste et même gaulliste ». Il est toutefois rebuté par l'anglophobie de Pierre Laval et par sa politique de « collaboration à outrance » [6]. Il se montre rapidement convaincu de l'incapacité de l'Allemagne à conquérir l'Angleterre [7]. Il s'inquiète, et l'écrit au Maréchal, du « choc psychologique d'une extrême violence » provoqué dans l'opinion publique par l'entrevue de Montoire, tout en précisant que cette inquiétude demeure injustifiée [8].

Des positions en demi-teinte que La Laurencie se voit bientôt contraint de clarifier. Les accrochages se multiplient en effet avec le chef du gouvernement et l'ambassadeur Otto Abetz [9]. L'arrestation du journaliste Marcel Déat, le lendemain de celle de Laval, donne « le coup de grâce » à la Délégation et entraîne, à la demande des Allemands, le rappel de La Laurencie. Le 17 décembre, le délégué remet ses pouvoirs à l'ambassadeur de Brinon et rentre à Vichy. Fin avril, le chef de cabinet du Maréchal le convoque pour lui reprocher, au nom du gouvernement, les propos anglophiles qu'il aurait tenus au cours d'un dîner mondain, ainsi que ses relations avec l'ambassade des États-Unis [10]. Le 2 mai, La Laurencie, ulcéré d'être « par représailles [11] » exclu du Conseil national, réplique par une lettre à l'amiral Darlan, le responsable de sa disgrâce. Son éviction le pousse à choisir son camp. Il persiste et écrit : « Je souhaite [...] la victoire de l'Angleterre, et qui plus est je crois à cette victoire. » Il ne croit plus aux promesses de la collaboration : « La victoire de l'Allemagne, c'est [...] la certitude de la servitude pour de longues générations. Car malgré les perspectives prometteuses d'une collaboration qui n'a d'ailleurs jamais été nettement définie, je n'ai aucune confiance dans la générosité de nos vainqueurs [12]. »

La Laurencie qui, depuis l'armistice, s'est abstenu de « porter atteinte au gouvernement [13] », entre avec cette lettre dans l'opposition ouverte. Sa rupture avec Darlan n'affecte cependant nul-

(1) NARA, RG 84, E2490, B12, « Les journées historiques de décembre 1940 », notes de La Laurencie, 1941.

(2) Témoignage d'Antoine de Tavernost, chef du secrétariat particulier et neveu de La Laurencie, cité dans Claude Paillat, *Dossiers secrets de la France contemporaine*, t. VI : *Le pillage de la France 1940-1942*, Paris, Robert Laffont, 1987, p. 177 *sq*.

(3) Jean-Pierre Azéma, *Jean Moulin : le politique, le rebelle, le résistant*, Paris, Perrin, 2003, p. 113.

(4)) NARA, RG 84, E2490, B12, « Les journées historiques de décembre 1940 », notes de La Laurencie, 1941.

(5) *Ibid*. C'est l'une des seules références, indirectes, à la politique d'exclusion de Vichy que l'on trouve sous sa plume.

(6) NARA, RG 84, E2490, B12, « Les journées historiques de décembre 1940 », notes de La Laurencie, 1941 ; NARA, RG 84, E2490, B12, « Aperçu sur les journées de décembre 1940 », La Laurencie, 1941.

(7) *Ibid*.

(8) Archives nationales (AN) 3AG2 324, « Lendemain des entrevues de Montoire », notes de La Laurencie, 3 mai 1941.

(9) *Ibid*. ; Barbara Lambauer, *op. cit*., p. 264.

(10) AN 3AG2 326, lettre de La Laurencie à Darlan, 2 mai 1941.

(11) *Ibid*.

(12) *Ibid*.

(13) *Ibid*.

lement ses sentiments pour le chef de l'État qu'il ne critiquera jamais. Il présentera toujours Pétain comme étranger, voire opposé, à l'éviction qui le frappe et surtout comme favorable à ses projets. Aux yeux de La Laurencie, Pétain est trahi par son entourage, qui procède « à des marchandages avec l'ennemi qui vont bien au-delà de l'armistice » et outrepasse ainsi la pensée et les désirs du Maréchal [1]. L'ancien délégué du gouvernement cumule, comme bien d'autres en 1941, une posture de soumission à l'égard du vainqueur de Verdun et de conflit de plus en plus marqué avec la politique qu'il conduit. Le recours au lieu commun du bon monarque et des mauvais conseillers permet à La Laurencie de résoudre la contradiction inhérente à sa position : en s'opposant, il croit être le dépositaire de la pensée intime du Maréchal, qu'il s'imagine continuer de servir. Le 12 août, lors du discours « du vent mauvais », Pétain est pourtant parfaitement explicite : « Mon patronage est invoqué trop souvent, même contre le gouvernement, pour justifier de prétendues entreprises de salut qui ne sont, en fait, que des appels à l'indiscipline [2]. »

Quelles que soient les illusions de La Laurencie, le Maréchal est solidaire de son chef de gouvernement qui lui a demandé, deux semaines plus tôt, d'intervenir afin de restaurer son autorité [3]. L'amiral Darlan s'est alors notamment plaint de « la floraison de nombreux mouvements plus ou moins secrets qui, presque tous, se déclarent fidèles serviteurs du Maréchal », mais dont l'action, secrète, ne peut être favorable au gouvernement. Parmi eux, un groupe qu'il croit monarchiste, dirigé par « deux mulâtres », La Laurencie et Lémery [4]. L'évolution de la Laurencie vers la résistance se comprend alors, dans une large mesure, comme une conséquence du raidissement du gouvernement lui-même, plus encore que par l'aggravation de la collaboration. En menant la répression contre son opposition interne, Darlan, soutenu par Pétain, contribue à limiter le « champ des possibles » des attitudes à Vichy. Bien avant le tournant de 1942, la sectarisation du régime repousse à ses marges patriotes et anglophiles, et amène certains exclus à chercher ailleurs les voies de la revanche.

La Laurencie en résistance

Un seul témoignage fait état de rapports de La Laurencie avec les milieux résistants durant ses fonctions à la DGTO. Le colonel Heurtaux, futur responsable de l'Organisation civile et militaire, un des principaux mouvements de résistance de la zone Nord, le cite parmi ses collaborateurs de la fin de l'année 1940 [5]. Les fonctions respectives des deux hommes (Heurtaux est alors vice-président de la Légion) ont certainement pu les amener à se rencontrer, mais on restera circonspect sur leur résistance commune à cette date. De retour à Vichy, La Laurencie rencontre Henri Frenay dès le mois de janvier, mais rien de très concret ne sort de cette entrevue [6]. Ce n'est qu'après sa rupture avec le gouvernement que La Laurencie se rapproche sérieusement des mouvements de résistance. Sans surprise, il noue des contacts

(1) *Ibid.*

(2) Philippe Pétain et Jean-Claude Barbas, *Discours aux Français : 17 juin 1940-20 août 1944*, Paris, Albin Michel, 1989, p. 164.

(3) Mes remerciements à Sébastien Albertelli pour avoir attiré mon attention sur cette chronologie.

(4) AN 3W378, lettre de Darlan à Pétain, 27 juillet 1941, cité dans Hervé Coutau-Bégarie et Claude Huan, *Lettres et notes de l'amiral Darlan*, Paris, Economica, 1992, p. 391. Si Henri Lémery, ministre des Colonies du gouvernement de Vichy de juillet à septembre 1940, est Antillais, Fornel de La Laurencie, né dans une famille aristocrate de l'Allier, paraît difficilement correspondre à ce qualificatif.

(5) AN 72AJ 72, témoignage du colonel Heurtaux, 7 janvier 1946.

(6) Henri Frenay, *La Nuit finira*, Paris, Robert Laffont, 1973, p. 52-53.

auprès de militants dont les rapports avec le régime de Vichy, d'une part, et le gaullisme, d'autre part, sont, en cette année 1941, loin d'être clarifiés : à bien des égards, les positions de *Liberté* dirigée par François de Menthon, de *Libération nationale* de Henri Frenay ou des groupes du général Cochet ne se distinguent pas fondamentalement des siennes [1]. La lettre de l'ancien chef de la DGTO à Darlan connaît alors un large succès dans leurs rangs [2] : dès l'été, elle circule sous le manteau, distribuée par des proches de Cochet et des membres de la future *Alliance* [3] ; elle est publiée dans *Liberté* en juin 1941 [4].

Les rapports de La Laurencie avec les groupements de résistance ne se limitent pas à la propagande. Il met en contact l'Association des anciens de Saumur avec « le noyau de l'OCM [5] ». Des cadres locaux se rapprochent de lui : le colonel en retraite Thierry et Georges Batault, membres de *Libération nationale* [6], et à ce titre diffuseurs des *Petites Ailes* [7], font ainsi office d'intermédiaires avant de le rejoindre tout à fait. Autour de lui, ils constituent des groupes destinés à reprendre le combat au moment du débarquement mais aussi à « défendre le Maréchal » en cas de besoin, et notamment de putsch collaborationniste [8]. Londres donne d'ailleurs un certain écho à l'activité de La Laurencie. Un agent du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), les services secrets de la France Libre, craint même que la propagande faite à son sujet à la radio conduise à l'internement du général [9]. Celui-ci est en effet surveillé. Les services secrets de Vichy le suspectent d'avoir des accointances avec l'Intelligence Service (IS) tandis que « sa femme et sa fille se livreraient à une propagande non dissimulée en faveur du gaullisme [10] ».

La Laurencie, porte-drapeau ?

Dès la fin de l'année 1941, l'ex-délégué du gouvernement se présente comme une haute figure de la Résistance en France. Un document rédigé par son entourage fait ainsi état de la structuration de petits groupes et de journaux clandestins pour former « trois ou quatre grands mouvements qui sont en train de devenir une fédération ». D'après ce texte, ces organisations, « colonne vertébrale » d'un plus vaste mouvement d'opinion, ont trouvé leur chef : La Laurencie, choisi en raison de « sa noble attitude » [11].

Pour comprendre comment La Laurencie a pu être amené à se croire investi de cette mission il faut en revenir aux récits des chefs des mouvements de zone Sud. D'après les témoignages de Frenay [12], à la fin du mois d'octobre

(1) Pour un aperçu des positions politiques de ces groupements, voir notamment Laurent Douzou et Denis Peschanski, *op. cit*.

(2) Le succès est attesté par plusieurs agents du BCRA qui en rendent compte à Londres.

(3) SHAT 7NN 2038, du commandant de la 13e division militaire à M. le secrétaire d'État à l'aviation, Bureau des menées antinationales, août 1941 ; SHAT 7NN 2038, renseignements sur Oudart, 6 août 1941 ; SHAT 7NN 2679, interrogatoire de Pierre Gascogne par la Sécurité du territoire de Vichy, 15 novembre 1941.

(4) « Une opinion avertie au sujet de la Collaboration, extraits d'une lettre du général de L. L. », *Liberté*, 7, 30 juin 1941.

(5) Henri Noguères *et alii*, *Histoire de la Résistance en France*, t. II : *Juillet 1941-Octobre 1942*, Paris, Robert Laffont, 1969, p. 56.

(6) Claude Bourdet, *L'Aventure incertaine : de la Résistance à la Restauration*, Paris, Stock, 1975, p. 31-34.

(7) SHAT 7NN 2038, directives GAD à MM. Perrier [Paul Paillole] et Lory, 28 juillet 1941.

(8) SHAT 7NN 2038, informations sur La Laurencie, 16 décembre 1941.

(9) AN 3AG2 36, télégramme de Warin, 18 septembre 1941.

(10) SHAT 7NN 2038, renseignement sur le général de La Laurencie, 24 février 1942.

(11) NARA, RG 226, E16, rapport #18926, *General de La Laurencie and the Anti-Collaborationist Movement in France*, s. d. [fin 1941].

(12) Témoignages de mars et avril 1948 cité dans Robert Belot et Henri Frenay, *De la résistance à l'Europe*, Paris, Seuil, 2003 ; Henri Frenay, *op. cit*. On notera que Frenay, seul chef ayant rencontré La Laurencie en présence des Américains, est la source unique de tous les récits ultérieurs de cette rencontre : aussi bien Emmanuel d'Astier, le chef de Libération (AN 3AG2 378, rapport Bernard reçu par les services britanniques, 23 décembre 1941), que de Menthon, le chef de Liberté (AN 3AG2 326, rapport Pierre [Mangin], 8 mars 1942) sont tributaires du témoignage du chef de Libération nationale. Le rapport

1941, La Laurencie charge Georges Batault d'organiser une nouvelle entrevue avec le chef de Libération nationale. En novembre, à Lyon, Frenay rencontre donc La Laurencie, Batault, Thierry ainsi que deux Américains, le brigadier-général Legge, attaché militaire à Berne et un certain « Scott [1] ». Le général explique que l'intérêt de la France et des Alliés exige un changement de gouvernement, et qu'il est prêt à en prendre la tête en s'appuyant sur la Résistance dont il se présente comme le chef. D'après Emmanuel d'Astier : « [Frenay] fait [alors] remarquer qu'il n'a aucun mandat des deux compagnons de la Fédération [2] et demande à [La Laurencie] quelle est sa position vis-à-vis de De Gaulle. Malgré les réserves (qui, à cause de la présence des Américains, furent faites sur un ton modéré) de [Frenay], de La Laurencie paraît croire qu'un accord a été atteint. Il a fait savoir aux USA et sans nul doute également à Londres, qu'il est le chef des groupes de résistance [3]. »

Or, si La Laurencie a pu croire à un accord, c'est peut-être qu'il ne s'est pas improvisé, seul, chef des mouvements de Résistance. Claude Bourdet écrit que « vers le milieu de 1941 », il fut bien question « dans l'esprit de plusieurs d'entre [eux] » de faire de La Laurencie « une sorte de dirigeant de la Résistance unifiée sur le territoire national, en liaison bien entendu avec la France Libre à Londres [4] ». Les raisons de ce choix apparaissent à travers les leçons que Bourdet tire de l'échec de la collaboration avec l'ancien délégué de Vichy : « Pour mes camarades et moi-même cette expérience ne fut pas inutile car elle contribua à la fois à liquider les dernières illusions que nous pouvions avoir sur la possibilité d'une collaboration avec les meilleurs éléments de Vichy [...] mais aussi à calmer un peu notre soif de "personnalités" [5]. »

En cette fin de l'année 1941, une partie de la Résistance cherche donc à rallier de grands noms, fussent-ils à peine sortis de l'orbite de Vichy. D'autant que, comme Bourdet le rappelle incidemment, les discussions avec La Laurencie sont exactement contemporaines de celles sur la fusion de trois des principaux groupements de zone Sud. Il est permis de supposer qu'un accord a pu être recherché sur une (ou plusieurs) personnalité(s) extérieure(s) aux trois mouvements, susceptible(s) de servir d'étendard à la Résistance unie. Une note du chef du contre-espionnage de Vichy Paul Paillole [6], parfaitement informée et rédigée à partir du compte rendu très détaillé d'une taupe de ses services à Libération nationale, le suggère. D'après cette dernière, le 17 novembre, Frenay a tenu une réunion à Marseille au cours de laquelle il a indiqué qu'« un général connu doit être pressenti afin que son nom serve de ralliement pour le mouvement », général que Paillole identifie rapidement comme étant La Laurencie [7]. La Laurencie « porte-drapeau [8] », et non simple pourvoyeur de fonds : voilà qui pourrait expliquer l'une des

envoyé par les agents du Special Operation Executive « Marie » et « Olive » à Londres le 2 février 1942, cité par Robert Belot, est une reprise mot pour mot du rapport de d'Astier. Il ne confirme donc pas ces récits mais les répète, et on ne peut comme le fait l'historien le qualifier de « neutre ». (Robert Belot et Henri Frenay, *op. cit.*, p. 286-287 ; Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, Paris, Fayard, 2006, p. 165)

(1) Dans ses mémoires, Henri Frenay donne une chronologie légèrement différente : Georges Batault l'aurait vu en septembre et aurait organisé la rencontre en octobre. (Henri Frenay, *op. cit.*, p. 119)

(2) Il est ici fait référence à d'Astier et de Menthon, avec lesquels des discussions sur l'unification des trois mouvements sont en cours.

(3) AN 3AG2 378, rapport Bernard reçu par les services britanniques, 23 décembre 1941.

(4) Claude Bourdet, *op. cit.*, p. 85.

(5) *Ibid*., p. 86.

(6) SHAT 7NN 2038, note complémentaire au sujet du mouvement « La Libération nationale », Paul Paillole, 18 novembre 1941.

(7) SHAT 7NN 2038, informations sur La Laurencie, 16 décembre 1941.

(8) SHAT 7NN 2038, note complémentaire au sujet du mouvement « La Libération nationale », Paul Paillole, 18 novembre 1941.

exigences posées par les chefs des mouvements lors de leur entrevue avec La Laurencie, le 15 décembre, à Valence. Venus mettre au clair leur position vis-à-vis du général, Frenay et d'Astier posent alors trois conditions à une entente :

- « le respect de la structure à l'intérieur des groupes ;
- la nécessité que les chefs eux-mêmes ajoutent au comité, au nom de La Laurencie, les noms des notabilités dont les sentiments ont déjà été mis à l'épreuve (en principe un représentant de l'armée, un diplomate, un ou deux politiciens, un représentant du haut clergé, un représentant de la pensée française, de l'art français ou des lettres françaises) ;
- condition essentielle : un accord avec les gaullistes [...] [1]. »

La dernière exigence, qui marque l'entrée des mouvements de zone Sud dans une logique gaulliste et leur refus « de la dissidence dans la dissidence » a été amplement commentée [2]. La seconde mérite aussi qu'on s'y attarde, car elle éclaire la nature de la relation que les mouvements souhaitent mettre en place avec La Laurencie : c'est un étendard qu'ils recherchent, mais celui-ci manifestant des velléités de direction, on songe à diluer son autorité dans « un comité » représentatif.

La Laurencie, général de corps d'armée, distingué pendant les combats de 1940, est en outre très certainement perçu par les résistants comme une attache possible avec l'armée [3], dont ils espèrent encore, à cette date, un appui. L'opération La Laurencie, explique ainsi d'Astier, a notamment pour objectif de toucher « à la tête » l'armée de l'Armistice qui échappe alors complètement aux mouvements de Résistance [4]. Un porte-drapeau, un intermédiaire entre les mouvements et l'armée : des rôles trop étroits pour contenir l'ambition de La Laurencie, qui croit, ou veut croire, qu'on lui demande d'être chef et qui veut être bien plus encore.

La Laurencie souhaite en effet gouverner. Au-delà d'un antigaullisme viscéral qu'il doit à son vichysme, sa position à l'égard du chef de la France libre s'explique en grande partie par le projet qu'il expose dans une lettre à Winston Churchill [5]. La Laurencie souhaite l'appui des Britanniques et il croit que sa crédibilité ne peut être qu'inversement proportionnelle à celle dont jouit le général de Gaulle. D'où la nécessité de rabaisser les « mérites patriotiques [6] » des Français libres, soldats en uniforme qui « vivent dans une atmosphère normale ». Les Français préfèrent, dit La Laurencie, ceux qui comme ses amis « luttent obscurément, sans armes et sans gloire, [...] et souffrent de mille manières de toutes les misères d'une occupation et des brimades d'une police et d'une censure exigée par l'occupant ». La présence, dans les futures troupes de débarquement, d'éléments des Forces françaises libres (FFL) aurait d'ailleurs, écrit-il, un effet psychologique désastreux, en raison des effets de l'« habile » propagande antigaulliste et du sentiment que de Gaulle « n'est pas un facteur militaire indispensable à la victoire anglo-américaine ». Pour les mêmes raisons, continue La Laurencie, la masse n'acceptera pas un gouvernement d'origine FFL [7].

(1) AN 3AG2 378, rapport Bernard reçu par les services britanniques, 23 décembre 1941.

(2) Voir, par exemple, Daniel Cordier, *Jean Moulin : la République des catacombes*, Paris, Gallimard, 1999 ; Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *op. cit.* ; Laurent Douzou, *La Désobéissance. Histoire d'un mouvement et d'un journal clandestins : « Libération-Sud » (1940-1944)*, Paris, Odile Jacob, 1995 ; Laurent Douzou et Denis Peschanski, *op. cit.*

(3) Les liens de La Laurencie avec les membres de l'état-major de l'armée de l'Armistice engagés dans la mobilisation secrète ou le camouflage du matériel paraissent cependant inexistants.

(4) AN 3AG2 378, rapport verbal de M. Bernard à M. Pleven, n° S.716/A/M, Londres, 20 mai 1942.

(5) AN 3AG2 598, fragments d'une lettre du général de La Laurencie, à M. Churchill, s. d. [postérieure au 7 décembre 1941], courrier Brémond, 10 mai 1943.

(6) *Ibid.*

(7) *Ibid.*

La Laurencie est convaincu de pouvoir recueillir l'« estampille légale » selon lui nécessaire à un nouveau gouvernement pour s'imposer. Il a un temps imaginé que le Maréchal lui-même, qui n'ignorerait rien de son projet ni de son équipe, pourrait lui remettre le pouvoir « entraînant à sa suite la totalité des forces armées de la métropole et de l'Afrique française du Nord sans le moindre flottement ». La Laurencie est cependant conscient que cette solution est devenue peu réaliste. D'où la deuxième solution qu'il envisage : l'investiture par l'Assemblée nationale. Or, dit-il : « Le général [de La Laurencie] a depuis près d'un an pris contact avec tout ce qui compte dans les milieux parlementaires. Il est d'ores et déjà certain que, grâce aux contacts qui ont été pris sur ce plan, [il] aurait en séance plénière une solide majorité à l'Assemblée nationale [1]. »

La Laurencie désire en effet être « le général des politiciens [2] », et être l'intermédiaire entre ces derniers et la Résistance en voie d'unification. Son immersion dans les milieux politiques est réelle, et plusieurs groupes de parlementaires envisagent de l'utiliser, voire de le porter à leur tête [3]. En rupture de ban avec le gouvernement, ces groupes ne sont nullement engagés dans une opposition frontale avec le chef de l'État et encore moins dans une logique gaulliste. La Laurencie est en outre en contact avec l'ambassade des États-Unis à Berne. Est-ce à dire qu'il serait le jouet des Américains, soucieux de trouver une alternative à de Gaulle à la tête de la Résistance ?

Une alternative à de Gaulle ?

Plusieurs acteurs et historiens l'affirment. L'accusation est formulée dès février 1944 par Pierre de Bénouville, l'adjoint de Frenay. Les Américains, écrit-il, ont cru que La Laurencie pourrait « prendre en mains les Mouvements de résistance, et face au chef de la France libre dont, dans [leur] esprit, il devait contrebalancer l'influence, devenir le chef des forces métropolitaines [4] ». Claude Bourdet, Daniel Cordier et, récemment, Robert Belot ont à leur tour repris l'idée que « le gouvernement américain cherchait à faire émerger un concurrent sérieux à de Gaulle [5] ». Pour cela, il aurait entrepris de le financer et de soutenir activement ses initiatives, *via* l'attaché militaire des États-Unis à Berne, le général de brigade Legge.

La présence du général de La Laurencie dans les archives américaines, notamment les fonds présidentiels, ceux des services secrets [6] et ceux du ministère des Affaires étrangères (State Department), est pourtant discrète. Ni l'ambassadeur Leahy ni son successeur S. Pinkney Tuck ne paraissent connaître quoi que ce soit des relations nouées par La Laurencie avec les services diplomatiques de leur pays [7]. Le nom de La Laurencie est absent du fonds d'archives constitué par Roosevelt lui-même pour avoir à portée de main les documents qu'il considérait comme les plus importants [8], ainsi que des *Map Room files*, destinés à l'élaboration de sa politique de guerre [9]. Dans les archives de l'Office of

(1) *Ibid*.

(2) AN 3AG2 326, rapport Pierre [Mangin], 8 mars 1942.

(3) Il n'est pas possible dans le cadre de cet article de développer l'ensemble de ces contacts. Pour plus de précision, l'auteur renvoie à sa thèse de doctorat en cours, « De Vichy à la Résistance, les vichysto-résistants 1940-1944 ».

(4) NARA RG 226, E123, B9, F95, Fabri [Bénouville] à le Dantec [Allen Dulles], 10 février 1944.

(5) Robert Belot cité dans Henri Frenay, *op. cit.*, p. 250. Voir également Robert Belot, *La Résistance sans de Gaulle*, *op. cit.*, p. 175 *sq.* ; Claude Bourdet, *op. cit.*, p. 85 ; Daniel Cordier, *op. cit.*, p. 162.

(6) Au début de l'affaire La Laurencie, l'Office of Strategic Services n'a pas encore remplacé le Coordinator of Information, première agence de renseignement et d'action américaine. Les archives étant cependant continues, on désignera par commodité l'agence sous le terme d'« OSS ».

(7) William D. Leahy, *Diaries and Notes for Diaries. 1931-1956 from his Papers in the Manuscript Division Microform*, Library of Congress, 1979 ; NARA RG59, 740.0011/21612, télégramme de Tuck au Secretary of State, 16 mai 1942.

(8) President's Secretary Files (PSF), visible à la Franklin D. Roosevelt Library, Hyde Park, New York.

(9) Fonds d'archives qui ne sont pourtant pas avares de documents sur la situation intérieure française et la Résistance.

Strategic Services (OSS), les références à La Laurencie sont également rares. On n'y retrouve pas le « plan pour un débarquement allié en France » rédigé par « La Laurencie et ses amis » envoyé à Washington en même temps qu'à Londres [1]. L'agence n'a connaissance que de manière indirecte du texte qui le dépeint comme le chef de la Résistance en voie de fédération [2]. Les notes de synthèse de l'été 1942, très informées par ailleurs sur l'évolution de la résistance en zone Sud et sur les discussions autour de la fusion des mouvements, ne disent mot du général [3]. Enfin, exposant les contacts avec la Résistance pris avant son arrivée par Legge, Allen Dulles, le chef de l'OSS en Suisse à partir de novembre 1942, évoque à peine La Laurencie. Il précise surtout que l'objectif de ces contacts était purement informatif, et que, jusqu'à ce que l'OSS soit installée à Berne, « aucune aide financière n'avait été apportée aux Français par une agence américaine [4] ».

Il paraît cependant incontestable que La Laurencie a reçu des fonds *via* l'ambassade de Berne, et que l'organisation de Frenay en a bénéficié [5]. À notre connaissance, un seul document américain apporte un éclairage sur ce financement et la collaboration d'Américains avec le général. Il s'agit d'un compte rendu, non signé, de conversations avec différents personnages, dont le général de La Laurencie, qui ont eu lieu à Vichy du 23 août au 14 septembre 1941 [6]. La Laurencie s'est présenté à son interlocuteur comme très anglophile et a insisté sur sa proximité avec le chef de l'État. Il a affiché deux objectifs. Le premier montre qu'il ne s'est pas encore départi d'une logique pétainiste : comme à Churchill, La Laurencie expose sa volonté de former, avec la bénédiction de Pétain, un gouvernement alternatif. Un groupe de patriotes, « les Amis du Maréchal », en est chargé. Le second est en revanche, attentiste certes, mais clairement résistant. Il témoigne en outre de l'avancée des contacts de La Laurencie avec certains chefs de mouvements : il veut distribuer un journal, coordonner des groupes paramilitaires, et cacher des armes afin de soutenir un futur débarquement. Il n'est en revanche pas question de sabotage, ni d'action directe. L'Américain se montre très intéressé par l'exposé et juge son auteur comme « un homme qui combine des qualités exceptionnelles, [...] un chef naturel, intelligent, direct et d'esprit large ». La Laurencie lui propose d'« arranger un dîner avec certains des membres du groupe » [7]. Il est fort probable que ce soit cette proposition qui ait débouché sur la rencontre avec Frenay, en novembre.

(1) Voir ci-dessous : Public Record Office, WO 106/4202, Plan for Allied Landing in France, mars 1942.

(2) NARA, RG 226, E16, rapport #18926, *General de La Laurencie and the Anti-Collaborationist Movement in France*, s. d. [fin 1941] ; ainsi introduit : « Un document circule dans les milieux diplomatiques sud-américains qui suggère que la résistance croît en France, qu'elle a besoin d'un chef qui pourrait être La Laurencie [...]. La source de ce document n'est pas connue. »

(3) NARA, RG 226, E16, rapport #18927, « From National Liberation to the Liberation of France », 4 juin 1942 ; NARA, RG 226, E190, B472, F1246, memorandum on French Resistance, 17 juin 1942.

(4) NARA RG226, E190C, B9, « The Role of OSS Bern in Support of the French Resistance », préparé pour l'OSS par Donald M. Greer et E. Rene Sanford, en collaboration avec Allen Dulles. On ne peut donc pas suivre Robert Belot lorsqu'il affirme que ce document « confirme » les récits de Frenay sur sa rencontre avec La Laurencie et les Américains. (Robert Belot et Henri Frenay, *op. cit.*, p. 284)

(5) Henri Frenay indique avoir reçu, en deux fois, 350 000 francs de la part de La Laurencie (Henri Frenay, *op. cit.*, p. 34-35, 102). Ces versements (mais pas la somme) sont confirmés par le rapport Pierre (AN 3AG2 326, rapport Pierre [Mangin], 8 mars 1942). Cependant, si ces fonds sont bien d'origine américaine, ils n'ont pu être versés au plus tôt qu'à partir de septembre 1941, et non à partir de juin comme Frenay l'affirme.

(6) NARA, RG 226, E16, rapport #9018, anonyme, s. d. L'auteur en est très probablement soit le général de brigade Legge lui-même, soit Max Shoop, dont on connaît la présence à Vichy approximativement à ces dates (RG 226, E92A, B4, memorandum de Max Shoop, 28 février 1942 : « Trip during seven months in North Africa, France [unoccupied], Spain and Switzerland » ; William D. Leahy, *op. cit.*). On ne peut ici développer les éléments qui amènent à penser que Max Shoop est susceptible d'avoir eu un rôle dans cette affaire. On renverra donc à notre thèse de doctorat en cours.

(7) NARA, RG 226, E16, rapport #9018, *op. cit.*

L'Américain dit à La Laurencie avoir des amis à New York qui seront certainement « ravis » de fournir une assistance financière. La Laurencie accepte, s'attelle au règlement des détails et demande qu'on lui envoie le plus rapidement possible un émissaire. La source du financement de La Laurencie – « les amis de New York » – intrigue quelque peu. Peut-être s'agit-il de l'antenne de l'OSS basée dans cette ville, dirigée à cette date par Allen Dulles et spécialisée sur la France et la Suisse [1]. L'hypothèse est séduisante, mais contredit les affirmations de ce dernier [2]. Il se peut aussi que le financement de La Laurencie n'ait emprunté ni les voies officielles du ministère des Affaires étrangères ou de la Guerre, ni directement celles de l'OSS. Dulles précise d'ailleurs qu'aucune *agence* américaine n'a à sa connaissance financé de groupe de Résistance, mais il ne dit rien d'éventuels fonds privés [3].

Nous n'avons pas, à ce jour, retrouvé les rapports de Legge [4]. Ils permettraient sans doute d'en apprendre plus, mais en tout état de cause les informations qu'il a communiquées ne paraissent avoir été exploitées, ni par l'OSS, ni par le ministère des Affaires étrangères, ni par l'entourage de Roosevelt. À supposer que le président et le ministère des Affaires étrangères aient été informés des activités de La Laurencie, ils n'ont manifestement pas considéré que l'affaire était significative. Au vu de ces éléments, il ne semble donc pas qu'on puisse soutenir qu'à travers La Laurencie, « les » Américains, le gouvernement des États-Unis ou même les services secrets chargés de ces questions aient délibérément cherché à remplacer le général de Gaulle auprès de la Résistance. Une telle ambition aurait d'ailleurs requis un dispositif beaucoup plus important que celui dont les Américains disposaient en France à la fin de l'année 1941 [5]. Il aurait surtout fallu qu'ils considèrent la résistance gaulliste en métropole comme un enjeu de taille. Or tout indique qu'elle était alors considérée, au plus haut niveau, comme quantité négligeable, à une date où ce qui comptait avant tout était d'empêcher Vichy de basculer dans le camp de l'Axe [6]. Il faudra attendre l'installation de l'Office of Strategic Services à Berne puis à Alger pour qu'un réel travail avec la Résistance puisse être envisagé. À petits enjeux, petits moyens : « des » Américains, un attaché militaire et peut-être, un espion « *free-lance* [7] » ont considéré qu'il était opportun de participer au financement d'un homme au bras long et à l'ambition évidente. Un soutien bien insuffisant pour contrer l'offensive de Jean Moulin, arrivé en France comme délégué du général de Gaulle au début du mois de janvier et qui cherche immédiatement à neutraliser cet antigaulliste patenté.

Quatre mois de rupture

Les relations sont alors refroidies, mais les ponts ne sont pas rompus entre La Laurencie et les mouvements de zone Sud, contrairement aux affirmations ultérieures de Frenay [8]. L'opti-

(1) Allen Welsh Dulles et Neal H. Petersen, *From Hitler's Doorstep : The Wartime Intelligence Reports of Allen Dulles 1942-1945*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1996, p. 7.

(2) NARA RG226, E190C, B9, « The Role of OSS Bern in Support of the French Resistance », préparé pour l'OSS par Donald M. Greer et E. Rene Sanford, en collaboration avec Allen Dulles.

(3) On sait par ailleurs que ce procédé (le versement de fonds d'origine non gouvernementale) sera utilisé par la suite pour financer les syndicats clandestins.

(4) Les courriers envoyés par les attachés militaires sont dispersés dans les archives du ministère de la Guerre et il n'existe pas d'instrument de classement pour la période qui nous intéresse.

(5) Le premier agent de l'OSS arrive en janvier 1942. (FDR Library, PSF, subject files, memorandum, Donovan to Franklin D. Roosevelt, mars 1942 ; Fabrizio Calvi et Olivier Schmidt, *OSS : la guerre secrète en France 1942-1945. Les services spéciaux américains, la Résistance et la Gestapo*, Paris, Hachette, 1990)

(6) William L. Langer, *Our Vichy Gamble*, New York, Knopf, 1947.

(7) C'est ainsi qu'est défini le statut de Max Shoop. (NARA RG 226, E210, B398, F6, Hill to Bruce, 25 mars 1943)

(8) Henri Frenay, *op. cit.*, p. 129. D'après lui, à la réunion de Valence « l'affaire est classée, il faut y mettre un terme ». Jean Moulin ne joue – c'est peu étonnant – aucun rôle dans son récit de la rupture.

misme de Moulin qui affirme, le 27 janvier, avoir besoin d'une simple semaine pour « couler définitivement [1] » La Laurencie doit être tempéré. Certes, à cette date, La Laurencie est déjà largement discrédité et le délégué du général de Gaulle ne paraît avoir qu'à donner le coup de grâce pour mettre définitivement fin au problème [2]. Il obtient rapidement des chefs des mouvements qu'ils rompent avec La Laurencie et fassent savoir aux Américains qu'il n'est pas leur chef [3]. Moulin indique en outre dans son rapport que *Libération* a réglé la question auprès de ses lecteurs dès janvier [4]. Frenay lui, s'est engagé à le faire. Mais, bien que Rex n'ait apparemment eu aucune difficulté à faire admettre son point de vue à la Résistance, les soubresauts de l'affaire se feront sentir encore quelque temps.

C'est seulement deux mois plus tard que paraît dans *Combat* [5] un entrefilet appelant les militants à rompre tout contact avec La Laurencie – encore actif, donc, à cette date [6]. Le ton y est assassin, la rupture clairement consommée. Frenay est en outre particulièrement irrité des « tentatives de débauchages [7] » du général, parfois couronnées de succès, auprès des cadres du mouvement. Pourtant, le chef de *Combat* et La Laurencie se revoient après la publication de l'article. L'entrevue est d'abord orageuse, mais La Laurencie affiche une volonté de réconciliation. Il avoue « que sa position primitive [a] beaucoup évolué et qu'il [est] parfaitement décidé à se séparer de certains hommes douteux [...] et de s'entendre avec le général de Gaulle » à qui il a envoyé un émissaire. Frenay estime alors qu'il est envisageable de reconsidérer sa position à son égard [8]. Le discours de La Laurencie sur de Gaulle a en effet très sensiblement évolué depuis ses premières négociations avec les chefs des groupements de résistance. En décembre 1941, La Laurencie renâclait à accepter « un accord avec les gaullistes ». Tenant à son entente avec les mouvements, il avait cependant fini par accepter de se placer « sous le symbole de Gaulle », à condition que les Alliés le lui demandent – sans doute persuadé que les Anglo-Saxons n'en feraient rien. Dans les « plans pour un débarquement allié » rédigés en mars 1942 qu'il adresse à l'ambassade américaine de Berne [9], il recommande désormais que le corps de débarquement comprenne des unités de la France libre et, surtout, considère qu'« il est de première importance que le général de Gaulle débarque en personne à J-1 et prenne le commandement de la région et des forces débarquées ». Nettement affaibli, mais toujours résolu à « agir, et le plus vite possible » [10], La Laurencie paraît donc prêt à accepter le rapprochement avec les gaullistes que les mouvements lui réclament depuis plusieurs mois. Trop tard sans doute. « [La] méfiance, écrit Jean Moulin, continue [de] s'imposer du fait [de son] ambition personnelle et [de ses] relations avec [des] milieux tarés ou impopulaires [11]. » Lorsque La Laurencie fait savoir son désir de se rendre à Londres, Moulin propose, pour mettre fin à

(1) AN 3AG2 37, rencontre Mercier [Jean Moulin] Pierre [Stanislas Mangin], 8 mars 1942.

(2) AN 3AG2 326, rapport Pierre [Mangin], 8 mars 1942.

(3) AN 72AJ 233, rapport n° 1 de Rex, 1er mars 1942, cité dans Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *op. cit.*, p. 348.

(4) *Ibid.*

(5) Journal issu de la fusion de *Liberté* et *Libération nationale*, intervenue entre-temps.

(6) *Combat*, 1, mars 1942, cité dans Laurent Douzou et Denis Peschanski, *op. cit*. Cette activité est confirmée par Rémy. (AN 3AG2, livre blanc du BCRA, Rémy, rapport du 25 février 1942)

(7) Courrier NX.02 [Frenay], « Le mouvement Combat », Londres, 15 octobre 1942, cité dans Daniel Cordier, *op. cit.*, p. 163.

(8) *Ibid.* On peut se demander si Moulin, qui souligne en août « la loyauté » de Frenay dans cette affaire, a eu connaissance de cette entrevue. (Courrier Rex n° 10, 18 août 1942, cité dans Daniel Cordier, *op. cit.*, p. 164)

(9) PRO, WO 106/4202, Plan for Allied Landing in France, mars 1942.

(10) AN 3AG2 377, affaire de Combat, source Antoine, 6 mai 1942.

(11) AN 3AG2 400, télégramme de Rex, 23 avril 1942.

son activisme, de l'y garder suffisamment longtemps [1]. Les gaullistes sont pour leur part exaspérés par les dernières manœuvres de La Laurencie, et accusent les Britanniques – qui n'y sont pourtant pour rien – d'en être à l'origine [2].

Le 12 mai 1942, le Bureau central de renseignements et d'action interroge Jean Moulin sur la nécessité d'attaquer le général La Laurencie par voie de presse et à la radio [3]. Des consignes appelant à une très grande fermeté sont envoyées à Rex le 24 juin. « Nous continuons, lui écrit-on, à estimer que vous devez absolument neutraliser l'action du groupe de La Laurencie que nous considérons comme nuisible à la cause de la France et comme ayant une résultante défavorable à la cause alliée [4]. » Or La Laurencie a été arrêté à Cagnes-sur-Mer, plus d'un mois auparavant. La nouvelle de cette arrestation, annoncée à la BBC, a difficilement pu échapper à la France libre, et l'on doit sans doute considérer que c'est bien à un groupe toujours actif, toujours considéré comme dangereux pour la cause gaulliste, et non au seul général interné, que le courrier à Rex fait référence. Les amis de La Laurencie n'ont en effet pas baissé les bras. Au début du mois de septembre, le général manifeste son désir de reprendre du service. La France libre en est avisée par deux canaux différents : d'Astier, d'une part, qui signale une démarche du général interné pour se ranger derrière de Gaulle et passer en Amérique [5], et l'Intelligence Service, d'autre part, qui relaye un message de Georges Batault, désormais installé en Suisse. L'« état-major » de La Laurencie annonce l'évasion imminente du général et son prochain voyage pour Londres. Le groupe considère toujours qu'il est destiné à encadrer la Résistance et enjoint le général de Gaulle d'« obtenir des Nations unies qu'elles considèrent la réunion de [ses] forces françaises libres et de [leurs] forces comme futur gouvernement provisoire [6] ». Ni le BCRA ni les Britanniques qui savent La Laurencie discrédité auprès des mouvements [7] ne souhaitent donner suite, d'autant que l'IS est convaincue que La Laurencie est extrêmement surveillé et qu'il n'y a aucun moyen pour lui ou ses acolytes de communiquer avec de Gaulle sans que Vichy en soit immédiatement avisé [8]. Les dernières expressions des amis de La Laurencie ne sont manifestement pas prises au sérieux. À la fin de l'été 1942, mais pas avant, La Laurencie a définitivement disparu du tableau.

L'ancien délégué général dans les territoires occupés finit d'ailleurs par perdre tout crédit un an plus tard, en refusant de s'évader du camp d'Évaux en septembre 1943 par crainte d'être assassiné au cours de l'opération, et en dénonçant au directeur de l'établissement les deux gardiens à l'origine du projet [9]. En mai 1944, il cherche à reprendre contact, sans grand succès, avec Legge [10]. Il s'évadera finalement le 8 juin

(1) *Ibid*.

(2) PRO HS6/319, 25 avril 1942, Gubbins à CD (M/657), communiqué par Sébastien Albertelli, qui m'a signalé plusieurs documents des archives britanniques et du BCRA ici exploités.

(3) AN 3AG2 401, de BCRA à Rex, 12 mai 1942. La réaction paraît tardive : on peut supposer que l'information est passée, lors de la réception du courrier n° 1 de Rex, relativement inaperçue mais qu'elle a été revue à la lumière des télégrammes du 23 avril annonçant le désir de La Laurencie de se rendre à Londres, et surtout, de l'arrivée de d'Astier en Grande-Bretagne.

(4) AN 3AG2 181, courrier n° 3 pour Rex, 24 juin 1942, cité dans Daniel Cordier, *op. cit.*, p. 162. Ce texte, compte tenu de sa date, peut difficilement être considéré, comme il l'est par Daniel Cordier, comme une réaction de Londres aux premiers contacts entre La Laurencie et Combat.

(5) AN 3AG2 399, télégramme 43 de Morandat, 8 septembre 1942 ; et télégramme 52 à Morandat, 17 septembre 1942.

(6) AN 3AG2 16, le colonel Dansey à Passy, 2 septembre 1942 ; annexe : état-Majeur [*sic*] du groupement La Laurencie au général de Gaulle.

(7) PRO HS6/593, Nelson à S. O. : rapport sur la situation en France vue par la Section F, 5 juin 1942.

(8) AN 3AG2 16, le colonel Dansey à Passy, 2 septembre 1942.

(9) AN 3AG2 326, télégramme de J 84 WMW, Lyon, 2 décembre 1943.

(10) RG 226, E 190, F. Bern 35, memorandum from AWD [Allen Welsh Dulles] for general Legge, 16 mai 1944.

1944 avec quelques autres, grâce à l'aide des maquisards locaux quelque peu surpris de la personnalité des internés [1]. Il sera alors question de l'employer en Auvergne, comme chef militaire de la Région R6 [2], mais Londres s'y opposera [3]. Le général Revers, le chef de l'Organisation de résistance de l'armée, également sollicité, refusera tout autant de lui confier un quelconque commandement, « y compris territorial [4] ». Pour tous, il est devenu plus encombrant qu'utile.

Retour sur une définition

De Vichy à la Résistance – une résistance d'un genre bien particulier –, le parcours de La Laurencie est bien susceptible d'alimenter la définition de la catégorie vichysto-résistante. Le vichysme de La Laurencie, celui des vichysto-résistants est un engagement conscient qui ne saurait se confondre avec le maréchalisme [5], et qui dépasse même la seule adhésion aux valeurs de la Révolution nationale. Du régime, les vichysto-résistants ne contestent ni la légitimité ni le soubassement fondateur, l'armistice. Le principe même de la collaboration, qui en découle, n'est pas nécessairement et immédiatement rejeté dès lors qu'il est intégré dans la légende du double-jeu. Membres des institutions mises en place par Vichy ou au service de l'État français, propagandistes de la Révolution nationale, ils s'accommodent, au minimum, des pratiques d'exclusion du régime et souvent les défendent, voire les mettent en œuvre.

Engagement à Vichy, engagement dans la Résistance : les vichysto-résistants sont d'abord une catégorie de résistants, des hommes qui se donnent les moyens de la lutte contre l'occupant [6]. La Laurencie n'est pas un simple sympathisant : s'il n'est pas clandestin, il n'en regroupe pas moins autour de lui, diffuse sa prose clandestinement, finance des groupes de résistance… Son action a certes été précocement interrompue. Elle répond cependant aux critères d'identification de la Résistance proposés par Pierre Laborie : « la volonté de nuire à un ennemi identifié » qui conduit à s'organiser pour empêcher par tous les moyens la réalisation de ses objectifs ; la « conscience de participer à une expression collective de refus » ; l'adhésion, « avec une juste conscience des risques et du sens de la lutte à des objectifs clairement affirmés » et, le cas échéant, l'acceptation de la lutte armée [7]. La Laurencie, qui connaît aussi bien l'appareil de répression de Vichy que celui de l'occupant et les risques qu'il encourt, s'inscrit clairement dans une démarche collective – au point de vouloir en prendre la tête. Sa conception de l'action est certes attentiste, mais il s'agit bien de contribuer à libérer le territoire aux côtés des Alliés. La propagande, mais aussi la lutte armée, appartiennent à la palette des moyens envisagés. La Laurencie transgresse, et sa transgression est d'autant plus problématique qu'elle s'effectue à l'égard d'un ordre hiérarchique et politique auquel il a clairement consenti. La légitimation de la désobéissance chez les vichysto-résistants opère en conséquence selon des modalités particulières. Le recours au double mythe du maréchal « empêché » (et plus tard « prisonnier ») et de « l'accord intime » avec sa pensée en est un des ressorts essentiels, très présent chez La Laurencie.

(1) Denis Peschanski, *La France des camps : l'internement 1938-1946*, Paris, Gallimard, 2002, p. 441. Il ne fut donc pas libéré, contrairement à ce qu'écrit Henri Noguères. (Henri Noguères *et alii*, *op. cit*., t. II, p. 183.)

(2) AN 3AG2 274, 2 juillet 1944, Lejeune à Valois.

(3) Henri Noguères *et alii*, *op. cit*., t. II, p. 183.

(4) SHAT 1K331, témoignage manuscrit du général Lenclud, s. d.

(5) « Attachement irrationnel au sauveur de Verdun », selon la définition proposée de longue date par Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la libération 1938-1944*, Paris, Seuil, 1979, p. 101 *sq*.

(6) Laurent Douzou et Denis Peschanski, *op. cit*.

(7) Pierre Laborie, « L'idée de résistance entre définition et sens : retour sur un questionnement », *Cahiers de l'Institut d'histoire du temps présent*, numéro « La Résistance et les Français », 37, 1997, p. 15-27.

On touche là à un critère déterminant et distinctif du type vichysto-résistant. La trajectoire des vichysto-résistants est une métamorphose. Résistants d'origine vichyste, ils conservent dans la résistance des traits hérités de leur expérience vichyste. Ces traits peuvent être de nature diverse : idéologiques, lorsque le désir d'ordre ou l'anticommunisme par exemple continuent à déterminer en partie les modalités de leur engagement ; organisationnels, lorsqu'ils mettent sur pied leurs propres organisations, volontairement distinctes des groupes communistes, gaullistes et des mouvements – on pense notamment à la résistance giraudiste ; stratégiques, lorsque, rejoignant des organisations de la Résistance intérieure ou de la France libre, les vichysto-résistants y défendent des choix politiques et militaires spécifiques ; fonctionnels ou relationnels quand des contacts sont maintenus avec Vichy, son administration et ses institutions, particulièrement quand ces contacts orientent les formes et les modalités de la résistance… Projetant d'organiser son mouvement en dehors des gaullistes, attentiste, lié jusqu'au bout avec des officiels de Vichy, La Laurencie remplit pleinement cette condition, une condition qui le place en marge de la Résistance en voie d'unification.

Les raisons d'un échec

L'échec de La Laurencie est à la fois source et symptôme d'une première cristallisation de l'identité de la Résistance au tournant de l'année 1941-1942. Certes, les déboires de l'ancien délégué de Vichy sont largement imputables à son engagement dans un rapport de force avec la France libre qui tourne vite, du fait de la fermeté de Jean Moulin et du peu d'intérêt des Britanniques à son égard, à l'avantage des gaullistes. Le soutien plus fantasmé que réel des Américains ne contribue pas à l'aider. Rex lui-même l'avoue : dès avant son arrivée, La Laurencie rencontre des difficultés auprès des mouvements. Trop gourmand, il s'est autoproclamé chef alors que ceux-ci ne lui offraient, au mieux, que d'être un porte-drapeau. Comme l'indique Claude Bourdet, son ambition même a contribué à convaincre les mouvements qu'ils n'avaient nul besoin, sur le sol métropolitain, d'une « personnalité » unificatrice. Pour comprendre l'affaire La Laurencie, Laurent Douzou et Denis Peschanski l'ont bien montré, il faut prendre en compte la séquence chronologique dans laquelle elle s'inscrit [1]. L'association du général et des mouvements débute avec les premières discussions sérieuses de la Résistance sur son unité, et s'achève quelque temps après le tollé provoqué par les contacts de Frenay avec le ministre de l'Intérieur Pierre Pucheu au cours de l'hiver 1942. Dans l'intervalle – et La Laurencie y a, à son corps défendant, contribué – l'« hypothèque Vichy » a été en grande partie levée pour les grands mouvements « pionniers » de zone Sud [2]. Nul ne sait ce qu'il serait advenu de La Laurencie ni de ses rapports avec la Résistance s'il n'avait été interné. Peut-être ces rapports auraient-ils pu être « reconsidérés », comme l'envisageait Frenay, mais en aucun cas il n'aurait pu occuper de position centrale : le processus d'unification de la Résistance tel qu'il naît en zone Sud s'opère sur un substrat antivichyste et repousse à sa périphérie les vichysto-résistants. Il faut cependant prendre garde à ne pas envisager ce mouvement comme un processus linéaire de reflux du vichysme, et des vichystes, au sein de la Résistance. L'évolution est plus complexe. À l'échelle collective, d'autres générations de vichysto-résistants viendront mettre l'identité de la Résistance à l'épreuve, particulièrement à partir de novembre 1942. À l'échelle individuelle, l'opposition de plus en plus nette des mouvements à l'égard du régime

(1) Laurent Douzou et Denis Peschanski, « Les premiers résistants… », *op. cit.*

(2) *Ibid.*

et de son chef peut conduire inversement à une forme de décrochage chez certains représentants de la droite patriote et maréchaliste. Le parcours de Batault et de Thierry, ce dernier devenant par la suite représentant de Giraud à Genève, est à cet égard exemplaire [1]. Engagés à *Libération nationale* auprès d'un des plus antivichystes de ses responsables, Claude Bourdet, ils se détachent pour évoluer vers une forme de combat plus respectueuse du Maréchal.

L'affaire La Laurencie, et plus encore la manière dont elle se raconte dès le printemps 1942, a donc contribué à structurer les représentations que la Résistance se fait d'elle-même. Chacune des versions successives du récit des discussions avec l'ancien délégué du gouvernement présente des résistants plus fermes à son égard, et unis dans leur opposition à ses ambitions [2]. La profusion d'anecdotes sur les remarques faites par La Laurencie au sujet de De Gaulle qu'on songerait à amnistier, pardonner ou nommer gouverneur militaire de Strasbourg [3] participe de la construction de cette représentation. L'affaire devient en effet, très vite, un *topos* du discours gaulliste de la Résistance dans lequel elle incarne « le prélude à l'affaire Giraud [4] » et dont la fonction est de montrer la continuité de l'hostilité américaine à l'égard de De Gaulle – et en retour la continuité de la fidélité des mouvements au chef de la France combattante. Une fidélité dont, par définition, les vichysto-résistants ne pouvaient se targuer.

Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, certifiée d'histoire-géographie, **Johanna Barasz** a étudié un an à l'université de TUFT à Boston et été doctorante-chercheuse de la Fondation de la Résistance de 2004 à 2006. Elle poursuit à l'Institut d'études politiques de Paris une thèse de doctorat en histoire, « De Vichy à la Résistance : les vichysto-résistants 1940-1944 » sous la direction de Jean-Pierre Azéma.

(1) Dans ses Mémoires, Henri Frenay présente Georges Batault comme ayant toujours été l'« homme de confiance » de La Laurencie, ce qui ne concorde pas avec le récit de Claude Bourdet. Ce dernier pour sa part passe sous silence l'évolution de celui qu'il considère comme un de ses collaborateurs de la première heure. (Henri Frenay, *op. cit.*, p. 31 ; Claude Bourdet, *op. cit.*)

(2) Ainsi, dès mars 1942, de Menthon affirme « une fois, il a réuni chez lui nos représentants et les diplomates américains de Berne. Il a dit à ceux-ci : "Moi qui suis le chef des mouvements de résistance français". Nos représentants ont saisi cette occasion pour lui dire en présence des Américains qu'il n'était en tous cas pas le leur ». (AN 3AG2 326, rapport Pierre [Mangin], 8 mars 1942)

(3) Claude Bourdet, *op. cit* ; Henri Frenay, *op. cit* ; Christian Pineau, *La Simple Vérité 1940-1945*, Paris, Julliard, 1961 ; NARA RG 226, E123, B9, F95, Fabri [Bénouville] à le Dantec [Allen Dulles], 10 février 1944. Le nombre d'interlocuteurs auxquels La Laurencie aurait fait ces remarques amène à se demander s'il les a réellement toutes prononcées.

(4) NARA RG 226, E123, B9, F95, Fabri [Bénouville] à le Dantec [Allen Dulles], 10 février 1944.